

Paris, 12 décembre 2014

Défaillances d'entreprises : une diminution limitée

Le nombre de défaillances d'entreprises à fin octobre, sur les 12 derniers mois, est de 63 002 cas, en baisse de 0,9% par rapport à la même période 2013. Depuis 2010, octobre, mois historiquement sinistrée, n'avait pas enregistré un niveau si bas. La résistance de la consommation des ménages et la restructuration de certains secteurs soutiennent cette embellie, dans un contexte encore fragile. On remarque cependant une certaine mutation du type d'entreprises défaillantes. Une nouvelle réduction du nombre de défaillances françaises en 2015 est attendue, mais seulement modeste.

Le plus bas niveau des défaillances d'entreprises enregistré depuis août 2013

Cette légère baisse a été portée par plusieurs facteurs. La consommation privée résiste ces derniers mois: malgré une augmentation continue du chômage, elle augmente de 0,6% au troisième trimestre 2014 en a/a. L'octroi de crédit aux entreprises non-financières a lui aussi légèrement accéléré (+0,8% en rythme annuel à fin octobre) et le volume des exportations de biens et services se stabilise (+2% au troisième trimestre).

La faiblesse des créations d'entreprises enregistrées jusqu'à fin 2012 participe également à limiter le nombre de défaillances possibles (on estime que le risque de défaut d'une entreprise est le plus élevé entre un et trois ans d'existence). Enfin, certains secteurs se sont restructurés, notamment via des mouvements de concentration, ce qui limite le nombre d'entreprises fragiles. C'est le cas de l'automobile ou des transports.

Des disparités entre les secteurs mais une tendance à la fragilité

Les défaillances d'entreprises dans la construction diminuent de 0,8% (à fin octobre 2014). Mais cette amélioration cache l'augmentation massive des coûts associés (cumul des dettes fournisseurs des entreprises défaillantes) de 51%. Ce secteur souffre d'une réduction des dépenses des ménages pour les travaux « secondaires » et d'une frilosité de l'investissement.

Le secteur de l'agroalimentaire enregistre une hausse préoccupante de ses défaillances.

« La concurrence accrue entre les distributeurs les incitent à réduire les prix. Les producteurs doivent alors réduire leurs marges pour survivre, et ce sont les entreprises en amont de la chaîne de valeur qui en souffrent le plus. Ainsi, les défaillances de l'agroalimentaire augmentent de +2,7% en octobre, sur un an », précise Guillaume Baqué, économiste chez Coface.

La frilosité des dépenses des ménages pèse sur l'état de santé des entreprises de services aux particuliers : les défaillances du secteur augmentent de 1,1% à fin octobre 2014. A

l'inverse, la chimie profite de la chute du cours du pétrole ces derniers mois, avec la baisse la plus importante de -9,2%.

De nouvelles caractéristiques inhérentes aux entreprises défailtantes

Coface constate que l'âge des entreprises défailtantes augmente depuis début 2009: l'âge moyen atteint 8 ans et 7 mois en octobre 2014 contre 7 ans à son plus bas niveau à fin 2008.

Guillaume Baqué l'explique : « *Les crises économiques et financières révèlent les vulnérabilités des entreprises matures. Pour les entreprises les plus anciennes, un rythme de croisière normal de croissance de l'économie peut entraîner un comportement de rente. Dans ce contexte, certaines entreprises ne sont pas incitées à innover, à développer leur activité ou encore à réduire la concentration de leur portefeuille clients. De fait, elles sont alors très fragiles lors de la survenance d'une crise* ».

D'autre part, même si les micro-entreprises représentent encore plus de 92% des défailtances enregistrées, les entreprises de taille intermédiaire et les grandes entreprises ont été très touchées.

« *Sur les deux derniers mois, 28 ETI et grandes entreprises comptent parmi les 100 plus grosses défailtances de l'année 2014, contre 12 observées à la même période en 2013* », précise Guillaume Baqué.

Une conjoncture tempérée pour 2014 et 2015

- Coface table sur une croissance du PIB à 0,4% en France en 2014. Le crédit aux entreprises non-financières progresse, tout comme le climat des affaires sur les deux derniers mois. En outre, le rythme de créations d'entreprises modéré entre 2012 et 2013 pousse Coface à s'attendre à une diminution du nombre des défailtances à 62 800 pour l'ensemble de l'année 2014, soit une baisse -1,2% par rapport à 2013.
- Une conjoncture économique serait probablement plus favorable en 2015, avec une croissance du PIB de 0,8%. Toutefois, le nombre élevé de créations d'entreprises cette année et la mauvaise orientation des indicateurs de conjoncture du secteur immobilier (32,5% du total des défailtances) amène Coface à tabler sur 62 500 défailtances en 2015, soit une légère contraction de -0,5% par rapport à 2014.

CONTACTS MEDIA:

Maria KRELLENSTEIN - T. +33 (0)1 49 02 16 29 maria.krellenstein@coface.com

Justine LANSAC – T. +33 (0)1 49 02 24 48 justine.lansac@coface.com



COMMUNIQUE DE PRESSE

A propos de Coface

Le groupe Coface, un leader mondial de l'assurance-crédit, propose aux entreprises du monde entier des solutions pour les protéger contre le risque de défaillance financière de leurs clients, sur leur marché domestique et à l'export. En 2013, le Groupe, fort de 4 440 collaborateurs, a enregistré un chiffre d'affaires consolidé de 1 440 Md€. Présent directement ou indirectement dans 98 pays, il sécurise les transactions de plus de 37 000 entreprises dans plus de 200 pays. Chaque trimestre, Coface publie son évaluation du risque pays dans 160 pays, en s'appuyant sur sa connaissance unique du comportement de paiement des entreprises et sur l'expertise de ses 350 arbitres localisés au plus près des clients et de leurs débiteurs.

En France, le Groupe gère également les garanties publiques à l'exportation pour le compte de l'Etat.

www.coface.com

Coface SA. est coté sur le Compartiment A d'Euronext Paris
Code ISIN : FR0010667147 / Mnémonique : COFA

